

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

établi en application des dispositions des articles du code de la commande publique

# Commune de Vouvant



## Aménagement de la rue de Lusignan

### 1 – REGLEMENT DE CONSULTATION

**DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : Lundi 13 mai 2024 à 12h00**

**Maître d'ouvrage :**

Commune de Vouvant  
Mairie  
10 Place de l'Eglise  
85120 Vouvant  
Tél : 02 51 00 80 21

**Représentant du maître d'ouvrage :**

Monsieur le Maire

**Maître d'œuvre :**

VENDÉE EXPANSION - SPL

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation en application du code de la commande publique

**MARCHE DE TRAVAUX**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

---

**MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE**

☐ OBJET DU MARCHE :

**Aménagement de la rue de Lusignan**

Pouvoir adjudicateur :

Commune de Vouvant  
Mairie  
10 Place de l'Eglise  
85120 Vouvant

Tél. : 02 51 00 80 21

Adresse de courrier électronique (courriel) : [mairie.vouvant@wanadoo.fr](mailto:mairie.vouvant@wanadoo.fr)

Date et heure limite de remise des offres : Lundi 13 mai 2024 à 12h00
---

Sommaire

<b>ARTICLE 1 –</b>	<b>OBJET ET DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
1.1.	Nature et étendue des travaux.....	4
1.2.	Décomposition en tranches.....	4
1.3.	Durée du marché – Reconduction – Délais d’exécution.....	4
<b>ARTICLE 2 –</b>	<b>ORGANISATION DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2.1.	Procédure de passation mise en œuvre.....	4
2.2.	Intervenants .....	5
2.3.	Contenu du dossier de consultation .....	5
2.4.	Variantes .....	5
2.5.	Prestations supplémentaires éventuelles .....	6
2.6.	Délai de validité des offres .....	6
2.7.	Mode de dévolution .....	6
2.8.	Visite des lieux d'exécution du marché.....	6
2.9.	Réalisation de prestations similaires .....	6
2.10.	Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
<b>ARTICLE 3 –</b>	<b>RETRAIT DU DOSSIER .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4 –</b>	<b>CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
4.1.	Éléments nécessaires à la sélection des candidatures .....	7
4.2.	Éléments nécessaires au choix de l’offre .....	10
<b>ARTICLE 5 –</b>	<b>JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L’ATTRIBUTAIRE .....</b>	<b>12</b>
5.1.	Jugement des candidatures.....	12
5.2.	Jugement des offres .....	12
5.3.	Vérification de la situation de l’attributaire .....	13
<b>ARTICLE 6 –</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>14</b>
6.1.	Modalités de signature des candidatures et des offres .....	15
<b>ARTICLE 7 –</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>15</b>

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

**1.1. Nature et étendue des travaux**

L'opération de travaux a pour objet :

**Aménagement de la rue de Lusignan**

Nature et étendue des travaux :

Nomenclature – classification CPV :

- **45233140-2 : Travaux routiers**
- **45233142-6 : Travaux de réparation de routes**
- **45232410-9 : Travaux d'assainissement**

Lieu d'exécution :

Rue de Lusignan sur la commune de Vouvant

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer ce marché pour les raisons suivantes :

Les travaux sont de même nature

Prestations divisées en lots : ☒ non ☐ oui, qui se définissent comme suit :

**1.2. Décomposition en tranches**

- ☒ Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.
- ☐ Il est prévu une décomposition en tranches.

**1.3. Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution**

Le délai d'exécution maximum est de **3 mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur le démarrage des travaux.

Une période de préparation de 15 jours démarre à compter de la date de notification du marché. Elle n'est pas comprise dans le délai d'exécution.

À titre indicatif, on peut prévoir que les travaux commenceront au mois de : Septembre 2024

**Reconduction :**

- ☐ Le marché pourra être reconduit ..... fois dans les conditions définies au marché.
- ☒ Le marché ne sera pas reconduit

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

**2.1. Procédure de passation mise en œuvre**

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

**La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation**

## REGLEMENT DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable ou dont les capacités seront jugées insuffisantes. Il procédera ensuite à l'analyse des offres remises par les candidats retenus. Il se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées et décidera s'il admet ou non à la négociation les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Le pouvoir adjudicateur sélectionnera, sur la base des critères de sélection des offres, les trois candidats avec lesquels il négociera. Dans ce cas, il devra au préalable s'assurer de la validité de la candidature et notamment demander à ce stade les pièces mentionnées à l'acte d'engagement valant CCAP, qui sont à produire au stade de l'attribution du marché. En outre, la négociation ne pourra avoir lieu qu'avec les candidats qui ont remis une offre régulière, le pouvoir adjudicateur se laissant la possibilité de faire régulariser les offres irrégulières, avant négociation

Le pouvoir adjudicateur pourra cependant autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La négociation pourra se dérouler par phases successives, à l'issue desquelles, sur la base des critères de jugement des offres définis à l'article 5 du présent règlement, le pouvoir adjudicateur sélectionnera les candidats avec lesquels il continuera à négocier.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

### 2.2. Intervenants

La maîtrise d'œuvre est assurée par VENDÉE EXPANSION – SPL, Département Ingénierie Routière.

Les études d'exécution des ouvrages seront exécutées par l'entrepreneur ; elles seront transmises au maître d'œuvre pour validation avant tout début d'exécution.

### 2.3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

- Le présent règlement de consultation
- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières
- Le cahier des clauses techniques particulières
- Le cadre du Bordereau des Prix
- Le cadre du Détail Estimatif
- Le plan des travaux
- Les récépissés des déclarations de projet de travaux

### 2.4. Variantes

- ☒ La proposition de variantes n'est pas autorisée.
- ☐ La proposition de variantes est autorisée , dans la limite de ..... variantes
- ☐ La proposition de variantes est exigée . Dans cette hypothèse, l'absence de proposition d'une offre variante conduira au rejet de l'offre.

## 2.5. Prestations supplémentaires éventuelles

- ☒ Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle  
☐ Le marché comporte des prestations supplémentaires éventuelles définies :

## 2.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date de remise des offres.

## 2.7. Mode de dévolution

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

- ☒ Oui  
☐ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

- ☒ Oui  
☐ Non

## 2.8. Visite des lieux d'exécution du marché

Les candidats désirant se rendre sur les lieux d'exécution devront s'adresser à :

Commune de Vouvant  
Mairie  
10 Place de l'Eglise  
85120 Vouvant

Tél. : 02 51 00 80 21

## 2.9. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 2.10. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER

**Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.**

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .docx ou .xlsx ou .pptx (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, Open office, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargés gratuitement sur le profil d'acheteur.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique sur [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

## ARTICLE 4 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français.

### 4.1. Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

**Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :**

**1/ Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent)** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du

groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

**2/ Une déclaration sur l'honneur** attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai le pouvoir adjudicateur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

**3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :**

- Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Pour les entreprises de création récente, ce document peut être remplacé par la production de tout document permettant de justifier la capacité financière du candidat (chiffre d'affaires partiel, montant de références en cours, déclaration appropriée de banques notamment) ;
- Une déclaration indiquant les **effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une attestation sur l'honneur de **non emploi de salariés étrangers** ou la liste nominative des salariés étrangers conformément à l'article D 8254-2 du Code du Travail (Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : 1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- Une **adresse courriel valide**, conformément au décret 2011-144 du 2 février 2011 relatif à l'envoi d'une lettre recommandée par courrier électronique pour la conclusion ou l'exécution d'un contrat, afin que le pouvoir Adjudicateur puisse correspondre avec le candidat, et notamment l'informer par voie électronique si sa candidature ou offre a été rejetée ou retenue ;
- Un dossier précis concernant les **capacités techniques et professionnelles**, et notamment les conditions garantissant que le candidat possède les ressources humaines et techniques et l'expérience nécessaires pour exécuter le marché public en assurant un niveau de qualité approprié. Le candidat indiquera les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché public en question ;
- Une sélection des cinq meilleures références de travaux comparables exécutés auprès de collectivités locales ou tout autre administration au cours des trois dernières années en indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux ou à défaut, tout élément permettant d'apprécier les capacités ;
- Une **attestation d'assurance** couvrant les risques professionnels ;
- Pour les entreprises exécutant des travaux à proximité des réseaux, une attestation sur l'honneur engageant l'entreprise à fournir avant le démarrage des travaux la ou les autorisation(s) d'intervention à proximité des réseaux (**AIPR**) pour le personnel concerné, conformément à l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux ;
- Toutes pièces que le candidat jugera utile à l'appui de sa candidature.



## REGLEMENT DE CONSULTATION

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux **2/** et **3/** ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché. En ce cas, il pourra produire une attestation du sous-traitant actant de son engagement à intervenir en cas d'attribution du marché, selon les modalités fixées à l'article 6.4.

### **Pour la présentation des éléments de leur candidature :**

- Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Dans le cadre d'un marché alloti, les candidats pourront remettre leurs pièces candidature une seule fois pour l'ensemble des lots auxquels ils candidatent. En revanche, une offre devra être remise pour chacun de ces lots.

Un document unique de marché européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique
- des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Le DUME peut être accessible :

- Par le profil d'acheteur
- Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Par l'outil mis en place par la Commission européenne

Le pouvoir adjudicateur autorise les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci, conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du code de la commande publique. La vérification des capacités du candidat pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché. Les candidats devront alors produire les pièces visées ci-dessus dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature,
  - d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
  - et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
  - d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
  - et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

#### 4.2. Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein **d'un dossier "Offre"** :

##### 1. Un projet de marché comprenant :

- Un cadre d'acte d'engagement dûment complété pour valoir offre de prix
- Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations
- Le bordereau des prix unitaires selon cadre joint au DCE
- Le détail estimatif selon cadre joint au DCE

**Si l'offre est produite par un groupement conjoint d'entreprises, il est précisé que la** rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination des cotraitants est couverte par les prix des travaux qui lui sont attribués. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

Le descriptif technique, leurs annexes et autres pièces du DCE ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

##### 2. Mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux

Ce document comprendra :

- *Indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement, les références des fournisseurs correspondants,*
- *Un programme d'exécution des ouvrages, indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier,*
- *Un plan de phasage du chantier*
- *Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité du chantier,*
- *Une note descriptive des installations d'hygiène prévues .*
- *Mesures prises visant à l'insertion de publics en difficultés*
- *Mesures prises visant à la protection de l'environnement notamment dispositions envisagées pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets (notamment mention des installations dans lesquelles les déchets seront déposés en fonction de leurs typologies) conformément à la réglementation en vigueur.)*

## REGLEMENT DE CONSULTATION

- *Identification, le cas échéant, selon les modalités prévues à l'article 46 du CCAG travaux, des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, ainsi que du régime des droits les concernant, que le candidat envisage d'incorporer à ses résultats, de fournir dans le cadre de l'exécution du marché ou qui sont nécessaires pour la mise en oeuvre des résultats, sans y être incorporées.,*

3. Le cas échéant, l'attestation de visite mentionnée à l'article 2.8

**Le cadre d'acte d'engagement n'a pas à être signé par les candidats. Il sera signé par le seul candidat attributaire avant sa notification à celui-ci. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.**

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

### 5.1. Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

### 5.2. Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<p><b>Prix :</b></p> <p>Définition et appréciation du critère : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x Nombre de point de la pondération.</p>	60 %
<p><b>Moyens humains et techniques mis à disposition pour réalisation des prestations :</b></p> <p>Définition et appréciation du critère : Le critère sera apprécié en fonction des moyens de l'entreprise mis à disposition, en conformité avec le planning par tâche, le nombre de personnes présentes sur le chantier et leur qualification, le type de matériel utilisé et le nombre.</p>	12 %
<p><b>Méthodologie de mise en œuvre et de déploiement de la solution proposée :</b></p> <p>Définition et appréciation du critère : L'entreprise expliquera son organisation et les méthodologies pour l'ensemble du chantier en conformité avec le planning par tâches, réalisé en phase en simultané ou non, la circulation des engins de chantier et des usagers, les accès riverains, les aires de stockages s'il y a lieu et d'approvisionnement, que ce soit en journée, jour férié et nuit, et les conséquences pour les usagers ainsi que toutes les interactions avec les éléments constitutifs du chantier.</p>	16 %
<p><b>Qualité :</b></p> <p>Définition et appréciation du critère : L'entreprise indiquera la provenance des matériaux (matériaux de carrière, matériaux pour enrobés, émulsion, bitumes, réseaux d'assainissement) envisagée au stade de l'offre, ainsi que les délais d'approvisionnement.</p> <p>L'entreprise fournira un descriptif exact avec l'ensemble des fiches techniques pour les fournitures, graves non traitées, enrobés, bordures béton, grilles, regards avaloir, signalisations horizontales et verticales, aménagements paysagers, mobiliers.</p>	6 %

<p><b>Performance en matière de protection de l'environnement :</b></p> <p>Définition et appréciation du critère : L'entreprise fournira un SOGED tout autre document équivalent, précisant :</p> <p>LE PLAN RESPECT ENVIRONNEMENT : tous les éléments à caractères environnementaux de son offre dans le cadre d'un plan respect environnement et des moyens mis en œuvre par l'entreprise ;</p> <p>LA GESTION DES DÉCHETS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à éliminer ;</li> <li>- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;</li> <li>- Les moyens de contrôle, suivi et traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux</li> </ul>	6 %
---	-----

Les modalités de la négociation sont définies à l'article *Procédure de passation*.

Le pouvoir adjudicateur écartera les offres inappropriées, et procédera à une sélection, après un premier classement opéré sur la base des critères définis ci-dessus, de 3 candidats qui seront éventuellement admis à négocier. Après négociation éventuelle avec ces candidats (sauf insuffisance de candidats), le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Il est précisé que les candidats qui auront déposé une offre inappropriée, irrégulière ou inacceptable (au sens des articles L. 2123-5 et suivants du Code de la commande publique) ne recevront pas de note, leur offre étant éliminée sans avoir été examinée au regard de ces différents critères, sauf régularisation éventuelle des offres irrégulières et inacceptables.

### 5.3. Vérification de la situation de l'attributaire

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.**

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- Une attestation sur l'honneur signée contenant les déclarations sur l'honneur actualisées et visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, notamment celles relatives aux interdictions de soumissionner.
- Un document justifiant de la capacité de la personne signataire à engager la société (ex : extrait K bis, délégation de signature...).
- La/Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.
- La/Les attestations de fourniture de déclarations et de paiement des cotisations sociales datant de moins de six mois (attestations URSSAF, MSA ou autre).
- Un extrait K bis de moins de 3 mois ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers. Pour les sociétés en cours de création, le candidat remettra le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises.
- L'attestation d'assurance responsabilité décennale, le cas échéant.
- La liste nominative des salariés étrangers employés prévue par l'article D. 8254-2 du Code du travail, le cas échéant. Celle-ci doit obligatoirement comprendre les mentions obligatoires imposées par cet

article.

- Pour les entreprises placées en redressement judiciaire, celles-ci devront obligatoirement identifier clairement cette situation et faire parvenir une copie du jugement correspondant.
- Pour les entreprises situées à l'étranger, les documents prévus par les articles R. 1263-12 et D. 8222-7 du Code du travail.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

#### ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

##### Formats de fichiers acceptés :

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

##### Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

Commune de Vouvant

Mairie

10 Place de l'Eglise

85120 Vouvant

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

### 6.1. Modalités de signature des candidatures et des offres

Les candidatures et offres peuvent ne pas être remises signées.

Le pouvoir adjudicateur laisse la possibilité à l'attributaire de signer le marché via une signature électronique ou de le signer manuscritement.

En cas de signature électronique, le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.

Le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

## ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.marches-securises.fr/>

Seules les demandes adressées au moins 6 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.